C’est la rentrée des luttes sociales ? Plusieurs syndicats dont le syndicat CNT-F de la poste ou Solidaires se joignent à l’appel de la CGT et de FO pour la journée d’action et de grève interprofessionnelle du 9 octobre prochain (Cf. appel ci-dessous). Sud Éducation appelle à contrer des “réformes” illégitimes et idéologiquement rétrogrades, la CNT, à une solidarité sans faille entre les usagers et les fonctionnaires pour défendre un service public et un bien commun. La CGT et FO, paraphrasant les slogans de deux précédentes orgas parlent de cette première journée action, comme d’une première étape dans la **“conquête d’un autre avenir”.** Gageons que cet appel et cette journée s’inscriront en effet dans une dynamique de reconquête, non seulement de droits sociaux, mais d’un projet collectif plus rassérénant.

Le communiqué de Sud éducation : ***Public, privé : le 9 octobre, en grève et dans la rue, construisons le rapport de force ! – Appel de la fédération SUD éducation*** *Suppressions*

d'emplois massives dans les services publics, baisses de salaire, statut détricoté, destruction des CHSCT, mise en place de la machine de tri social Parcoursup, réformes rétrogrades du système éducatif… Le gouvernement se lance dans une offensive d'ampleur. Le 9 octobre, à l'appel de Solidaires, la CGT, FO, construisons le rapport de force pour imposer le progrès social !
Suppressions massives d'emplois dans la fonction publique *Le gouvernement envisage la suppression de 120 000 postes de fonctionnaires. Il compte les supprimer dans la santé, dans les services des impôts… mais aussi bien sûr dans l'éducation nationale. Le nombre de postes aux concours est en chute libre. Les réformes du lycée professionnel conduiront à la suppression de nombreux enseignements de spécialité, aboutissant à 7 000 suppressions de postes. Au lycée, la mutualisation des enseignements, les projets de visio-conférence pour les options et la semestrialisation des cours projetée aboutira à de nombreuses suppressions de postes.*
Dégradation des conditions de travail *Le dédoublement des classes en CP et CE1 en REP, les effectifs actuels ne le permettent pas. Nos conditions de travail, qui n'ont déjà rien de brillant, seront amenées à se dégrader encore dans une période de hausse démographique. Et le gouvernement s'apprête à essayer de dissoudre les commissions paritaires et surtout les CHSCT ! Une université du tri social Dans les universités, Parcoursup s'est donné à voir pour ce qu'il est : une machine à broyer les étudiant-e-s, en particulier des classes populaires. Avec Parcoursup, qui a réussi l'exploit d'être moins efficace encore qu'APB, les mécanismes de ségrégation sociale ont joué à plein. Le projet politique est clair : empêcher les classes populaires d'entrer à l'université.* ***Un gouvernement qui s'attaque aux fonctionnaires*** *Nos salaires stagnent depuis plusieurs années malgré le retour de l'inflation. Les augmentations de salaires promises par le gouvernement précédent en échange d'une acceptation par certaines organisations syndicales du PPCR ont été renvoyées aux calendes grecques. La seule réponse du gouvernement à la revendication d'une augmentation générale des salaires consiste à individualiser encore davantage les rémunérations en visant à faire du « mérite » un facteur déterminant dans le cadre du plan « Action publique 2022 ». Un gouvernement qui privatise le service public ferroviaire, qui organise la faillite des universités, détruit les hôpitaux, bref : qui s'attaque à tous les services publics, est un gouvernement qui s'en prend à tous les mécanismes de solidarité. Précarité au programme Alors que près d'un personnel sur cinq est contractuel dans les trois fonctions publiques, cette proportion est d'un personnel sur quatre dans l'Éducation nationale, conséquence logique du refus d'ouvrir des postes au concours. Ces contrats sont bien souvent d'une durée inférieure à l'année scolaire, ce qui plonge les collègues dans la plus grande précarité. À travers les recrutements d'AESH uniquement en CDI et sans concours, le ministère expérimente à grande échelle des dispositifs de destruction du statut de fonctionnaire. Il faut faire cesser ces attaques. Le 9 octobre, par une grève interprofessionnelle, défendons un service public de qualité, le statut de fonctionnaire, nos conditions de travail, exigeons des augmentations de salaire. Remettons le progrès social au goût du jour.*
affichette_gre_ve_9_octobre-2.pdf **Le communiqué de la CNT de la poste :** *Réunis le jeudi 27 septembre 2018, les syndicats CNT de la Poste de la région parisienne ont pris la décision de participer à la journée de grève du 9 octobre 2018 et d'appeler à la manifestation syndicale. Si cette journée est l'occasion de fédérer les différentes aspirations et revendications du monde du travail le choix d'une journée de grève ne permettra pas de gagner et de renforcer durablement l'opposition sociale à la politique gouvernementale et patronale. Aussi nous considérons qu'il s'agit d'une étape pour construire un mouvement unitaire, à la base. À la Poste les raisons de la colère sont nombreuses :*

- suppression d'emplois par milliers
- fermeture de centres courrier et de bureaux de Poste
- précarisation des métiers au courrier comme au réseau
- réorganisations permanentes qui créent de l'insécurité sociale
- souffrance au travail, stress, burn-out
- pressions pour la réalisation des objectifs

- vague de licenciements sans précédent.

Cette lutte implique un soutien sans faille aux combats des usagers qui résistent également à la liquidation du service public. Après le 9 : on se réunit, on débat pour ancrer la grève générale dans les centres **Le communiqué de l'Afp :** Manifestation et grève le 9 octobre. Plusieurs syndicats ont validé cette première date de mobilisation… AFP Publié le 30/08/18 à 21h47 — Mis à jour le 30/08/18 à 21h53 Qui dit rentrée, dit aussi retour de l'opposition dans la rue. Plusieurs syndicats français ont appelé jeudi à faire du 9 octobre « une première journée de mobilisation et de grève interprofessionnelle, étudiante et lycéenne » pour protester contre la politique sociale jugée « idéologique » du gouvernement. **L'organisation de cette journée d'action contre « l'explosion des inégalités et la casse des droits collectifs » a été décidée par les syndicats de salariés CGT (Confédération générale du travail) et FO (Force ouvrière), l'Union nationale des étudiants de France (Unef) et l'Union nationale lycéenne (UNL) à l'issue d'une réunion au siège de FO.** L'union syndicale Solidaires en a approuvé le principe mais doit valider la date du 9 octobre « lors de son instance nationale la semaine prochaine », selon un communiqué commun.

Le 9 octobre, ensemble
à la conquête d'un autre avenir !

Il est urgent de revendiquer :

Documents joints

affichette_gre_ve_9_octobre-2.pdf